



L'association SCIS du Master Stratégie
Internationale et Intelligence
économique présente :

LA SEMAINE DE L'INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE

Du 13 au 17 mars 2023

Préparé par :

Le pôle communication de
l'association SCIS



Introduction :

La semaine de l'Intelligence Economique était de retour pour son édition 2023. Organisée chaque année par l'association Sorbonne Competitive Intelligence & Strategy (SCIS) du master S2IE, cette semaine met à l'honneur des intervenants du monde de l'intelligence économique avec des conférences autour des problématiques de premier plan. L'objectif de ce rapport est de faire un bilan synthétique des conférences qui se sont déroulées durant cette semaine.

Avec la présence de :



Programme de la semaine de l'IE 2023 :

- Lundi 13 mars : « **Satellites : un marché souverain en pleine évolution** », avec Fabrice CHENILLE, Business Developer Spatial de défense chez Airbus Space.
- Mercredi 15 mars : « **Electrification : opportunité ou couperet pour la France et l'Europe ?** » avec Nicolas MEILHAN, Ingénieur sur les sujets du transport et de l'énergie.
- Jeudi 16 mars : « **Comment aborder la réindustrialisation de la France ?** », avec le RIF (Retour de l'Industrie en France), un think tank sur la réindustrialisation.
- Vendredi 17 mars : « **Fonds d'investissement et souveraineté industrielle** », avec Armand DE MONTLIVAUT et Cyril MOULIN, respectivement Strategy Director et Executive Director chez Tikehau Ace Capital.

NB : Ce rapport n'est que le résultat de la compréhension et des notes prises par nos étudiants lors des conférences, et n'a pas fait l'objet d'une quelconque validation de la part des intervenants. Par conséquent, ce qui est écrit n'engage aucunement ces derniers.

"Satellites : un marché en pleine évolution"



avec **Fabrice Chenille**, Business Developer Spatial de défense chez Airbus Space.

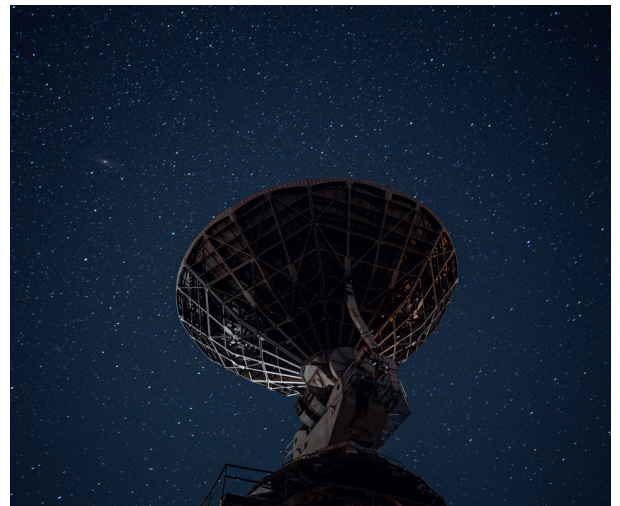
Lors de cette conférence, Fabrice Chenille, un expert du secteur spatial, a partagé son analyse sur les enjeux stratégiques et les perspectives d'avenir de l'industrie spatiale. Voici un résumé des points clés abordés lors de cet événement.

L'espace dans notre quotidien :

Les satellites jouent un rôle crucial dans notre vie quotidienne, en fournissant des services tels que le GPS, la télévision par satellite, la diffusion, les communications mobiles et la météorologie.

Présentation et tendances du marché en quelques chiffres :

- A l'échelle mondiale, l'économie spatiale représente 400 mds de \$ par an. Le secteur privé représente 72% de ce marché.
- Forte prédominance des Etats-Unis que ce soit dans le public (investissements publics) ou privé (via entreprises et start-ups)
- Investissements en 2021 : 100 milliards de \$ (Etats-Unis : 55 mds, Chine : 10 mds, France : 4 mds, UE : 2,5 mds : Allemagne : 2 mds).



Secteur spatial de la défense et enjeux stratégiques :

M. Chenille a souligné l'importance croissante des actifs spatiaux dans les opérations militaires, y compris la connectivité, le renseignement, la surveillance, la reconnaissance et la navigation. Il a également mentionné les différentes plateformes de satellites utilisées pour diverses applications, telles que l'IMINT, le MILSATCOM, la navigation, le SIGINT et l'Early Warning.

Le « NewSpace » :

M.Chenille expliquait que des sociétés de l'aéronautique collaboraient avec des entreprises du NewSpace, telles qu'Exotrail, Uspace et Loft Orbital, pour développer des technologies spatiales innovantes. Ces partenariats permettent de renforcer sa position sur le marché spatial en offrant des solutions adaptées aux besoins changeants de ses clients.

Le secteur spatial attire de plus en plus d'investisseurs privés, avec un total de 596 investisseurs en 2021. Cela a contribué à l'essor des entreprises NewSpace et à l'innovation technologique dans l'industrie.

Contrôle du marché et enjeux géopolitiques :

M. Chenille a expliqué que les entreprises du secteur spatial, sont soumises à des réglementations strictes et ne vendent pas leurs technologies aux pays aux intérêts opposés. Les enjeux géopolitiques peuvent également affecter le développement de satellites et leur déploiement.

**Analyse de la menace Starlink**

M. Chenille a souligné les défis posés par Starlink, le projet de constellation de satellites d'Elon Musk, pour la souveraineté française et européenne. Il a également abordé la vision d'Elon Musk pour l'avenir, y compris la colonisation de Mars et l'expansion de l'accès à internet depuis l'espace.

Conclusion :

La conférence Airbus a été une excellente occasion pour les participants d'en savoir plus sur les enjeux et les opportunités du secteur spatial. Fabrice Chenille a offert un aperçu approfondi des défis auxquels l'industrie est confrontée et des perspectives d'avenir pour les entreprises et les gouvernements impliqués dans ce secteur en constante évolution.

"Electrification : opportunité ou couperet pour la France et l'Europe ?"



avec **Nicolas Meilhan**, ingénieur sur les sujets du transport et de l'énergie.

Passé par France Stratégie, Nicolas Meilhan est l'auteur de plusieurs rapports qui concernent notamment les politiques industrielles en France. Il travaille également pour une société qui fournit des données pour la construction de voitures électriques dans le monde. Pour cette seconde conférence de la semaine de l'IE, notre intervenant est venu nous parler du marché des véhicules électriques, et plus précisément de la place qu'occupent la France et l'Europe sur ce marché.

Tout d'abord, le président Macron a fixé comme objectif pour la France la construction d'un million de véhicules électriques par an dès 2025. Depuis 3 ans, la France construit en moyenne 125 000 de ces véhicules par an. Au vu des difficultés que rencontre en ce moment le marché du véhicule électrique, l'objectif semble vertigineux.

Sur ce marché de plus en plus compétitif, la Chine est le pays qui tire le mieux son épingle du jeu. En effet, les voitures électriques nécessitent une batterie pour fonctionner. Ces batteries quant à elles, nécessitent des métaux, principalement du lithium et du cobalt. Le lithium est assez bien réparti sur la planète, ce qui ne permet pas à un acteur spécifique d'en tirer un avantage stratégique grâce à sa géographie avantageuse. Néanmoins, le cobalt est quant à lui collecté dans des mines de cuivres et nickel, principalement en République Démocratique du Congo puis raffiné en Chine.

Grâce à la mainmise des entreprises chinoises sur le raffinage des métaux, Pékin contrôle une très grande partie de la chaîne d'approvisionnement nécessaire à la fabrication de batteries, lui donnant un avantage non négligeable. Cette hégémonie permet à la Chine d'être le deuxième vendeur de véhicules électriques en Europe juste derrière l'Allemagne (la France se positionnant à la troisième place).

Pendant ce temps-là en Europe, on constate ces dernières années que la demande de cobalt est exponentielle tandis que l'offre européenne est insuffisante, provoquant un déséquilibre flagrant de l'offre et de la demande.

Autre sujet abordé lors de cette conférence, l'impact de la situation actuelle du marché automobile sur l'emploi, qui a vu la France perdre des centaines de milliers d'emplois (un million en comptant les emplois indirects) suite à la dislocation de notre industrie automobile via des délocalisations répétés dans un objectif d'optimisation des coûts de main d'œuvre. Oui mais à quel prix aujourd'hui ?

Cette stratégie n'a pas été sans conséquences sur l'évolution du solde commercial français qui bat ces dernières années de tristes records : -164 milliards d'euros en 2022. L'industrie automobile française, autrefois largement exportatrice n'a fait que décliner ces 20 dernières années si bien qu'aujourd'hui, 75% des voitures vendues en France étaient importées (80% pour les voitures électriques).

Avec ce constat alarmant, notre intervenant a pu aborder les solutions qui seraient envisageables selon lui, comme l'instauration d'un système de bonus/malus pour le poids des voitures ou bien un renforcement de la réglementation de sorte à limiter l'empreinte carbone de la fabrication des batteries.

Conclusion :

Le marché du véhicule électrique se voit dernièrement freiné par un certain nombre de contraintes. Cependant la transition est inévitable au vu de l'urgence environnementale et des pressions réglementaires croissantes. A l'heure où la Chine est en train de s'imposer comme un acteur majeur du marché des véhicules électriques, et que les Etats-Unis déploient leur « Inflation Reduction Act » (permettant de favoriser les constructeurs automobiles qui assemblent leurs véhicules électriques sur le sol américain), l'Europe et la France semblent être dans l'impasse. Cependant, une prise de conscience semble s'opérer avec la présentation le 14 mars dernier du « Critical raw materials act », le plan de l'Europe pour sécuriser ses approvisionnements en métaux

Mais une chose est sûre, les solutions existent et passent en partie par une reconquête de nos chaînes d'approvisionnements, ainsi qu'une réduction de notre dépendance vis-à-vis des matières premières.

"Comment aborder la réindustrialisation de la France ?"

avec le **RIF (Retour de l'Industrie en France)** et une dizaine d'intervenants dont **Arnaud MONTEBOURG** (ancien ministre de l'Economie, du Redressement productif et du Numérique).



La conférence organisée en collaboration avec le think tank RIF (Retour de l'Industrie en France) a vu défilé un certain nombre d'intervenants venus nous parler de leur vision de la réindustrialisation, de ses enjeux et défis.

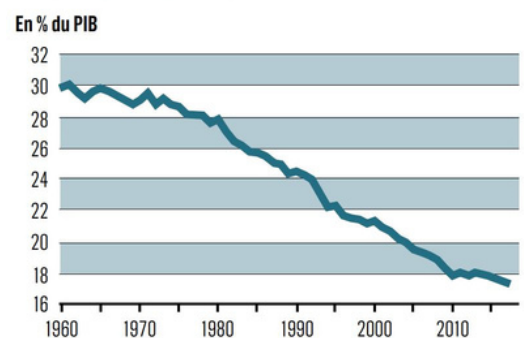
Contexte :

Comme expliqué par l'un des intervenants en introduction, l'industrialisation a longtemps fait référence à la notion de puissance, perçue comme péjorative par la doxa. Elle a alors laissé place à la notion de concurrence, promue principalement par l'Union européenne. Délocalisations, sous-traitances, optimisation des coûts du travail, absence de politique stratégique cohérente. De ces notions résulte la déliquescence progressive de notre industrie et plus largement, celle de l'Europe.

Ce phénomène n'est pas sans conséquences pour la France : tissu industriel affaibli, perte de 60% de nos emplois industriels en 30 ans, des exportations divisées par deux depuis le début du siècle et une balance commerciale abyssale qui ne cesse de battre des records.

Aujourd'hui, l'industrie manufacturière compte pour moins de 15% du PIB en France ; elle comptait pour le double il y a 50 ans. A titre de comparaison, en Allemagne, l'industrie représente 20% et notre voisin reste un leader industriel en Europe. Au fil des années, la priorité donnée à l'économie de services et la cession de nos fleurons industriels ont eu raison de l'industrie française qui s'est désintégrée.

L'industrie dans le PIB de la France



Source : Banque mondiale

Cette rencontre entre plusieurs experts fut l'occasion dans un premier temps d'établir un diagnostic de l'industrie en France. Puis dans un second temps, l'occasion d'aborder la réindustrialisation de la France sous plusieurs angles, notamment les défis (perte de compétitivité, de connaissances, maîtrise de technologies et ressources clés, ...), les opportunités et les perspectives d'avenir, ainsi que les liens avec la cybersécurité, l'énergie et la formation des compétences. La pluralité des angles abordés a été possible grâce au RIF et au grand nombre d'intervenants : économistes, experts, hommes politiques, ...

Le RIF a dans un premier temps présenté son approche et ses objectifs, notamment pour sensibiliser le public à la provenance des produits et favoriser le "Made in France", tout en abordant la problématique des PIV (Produits d'importance vitale). Puis les présentations se sont succédées sur plusieurs thématiques :

Stratégie de réindustrialisation :

Il est essentiel d'avoir une planification stratégique pour la réindustrialisation et de travailler avec les industriels pour influencer l'évolution du système. Les secteurs clés pour l'autonomie stratégique incluent la défense, la finance, l'agroalimentaire, la santé, le numérique, la politique et le social.

Le sujet de la relocalisation :

El-Mouhoub MOUHOUD, économiste et président de l'université Paris-Dauphine, est venu nous partager sa vision de la réindustrialisation et plus particulièrement du sujet des relocalisations (vision ricardienne, schumpeterienne,...). Selon lui, la relocalisation peut aider à réindustrialiser, mais il est crucial d'éviter les approches protectionnistes et de miser sur la compétitivité.

Transition écologique et industrie :

Nos intervenants ont souligné l'importance de la décarbonation, de la traçabilité de la chaîne de valeur et de la fiscalité kilométrique pour encourager les circuits courts. Les risques liés à l'énergie et ses dépendances dans un contexte de transition écologique et énergétique.

La problématique de la cybersécurité :

La conférence a également été l'occasion de rappeler l'importance de la cybersécurité face aux menaces informatiques et autres enjeux.

Formations et compétences :

Les intervenants ont évoqué la nécessité de mieux anticiper les besoins en compétences, de développer des formations adaptées et de renforcer la résilience des territoires.

En résumé, les grands défis pour la réindustrialisation sont les suivants :

- Améliorer la compétitivité de la France
- Mettre en avant les secteurs clés
- Régler le problème de centralisation
- Gérer les limites liées aux déplacements et à la transition énergétique
- Développer les secteurs de l'innovation
- Renforcer la compétitivité internationale

Conclusion :

Arnaud Montebourg a pu conclure cette conférence en mettant en avant la nécessité de redonner à la France sa souveraineté dans les secteurs stratégiques, et d'encourager la réindustrialisation à travers une approche transpartisane. Des exemples et des pistes d'action ont été proposés, pour favoriser le développement du "Made in France" et la compétitivité nationale (pour aller plus loin : voir Manifeste du RIF, "Le conflit sino-américain pour la domination mondiale (Christian Saint-Etienne), <https://atlas.productive-synergies.com>).

"Fonds d'investissement et souveraineté industrielle"

avec **Armand de Montlivault**, Strategy Director et **Cyril Moulin**, Executive Director, chez Tikehau ACE Capital



TIKEHAU
CAPITAL



Armand de Montlivault et Cyril Moulin, respectivement Strategy Director et Executive Director du fonds d'investissement Tikehau Capital sont venus nous présenter le rôle que peut jouer un fonds d'investissement dans un contexte où la souveraineté industrielle redevient une priorité.

Contexte :

La conférence a débuté par une mise en contexte de l'environnement économique dans lequel on évolue. Le constat est le suivant : une reprise intensive de la guerre économique que se livrent entreprises et États dans le monde. En France, le constat est sans équivoque ; une perte de souveraineté industrielle avec la cession de sociétés bien connues à présent : Alstom, Alcatel, Exxelia,...

Ces 20 dernières années ont vu la France perdre une dizaine de ses fleurons industriels, au profit d'acteurs étrangers. Et pour mener cette guerre économique pour conserver le leadership, il semblerait que tous les coups soient devenus permis. Exemple très parlant, le droit extraterritorial américain, bras armé de nos alliés d'Outre-Atlantique qui n'hésitent pourtant pas à infliger des sanctions financières au montant prohibitif à nos entreprises pour les affaiblir (ex: l'amende de près de 9 milliards de dollars infligé à la BNP il y a quelques années). Face à cet arsenal législatif américain, nos intervenants ont pu nous présenter l'évolution de la réglementation française et européenne pour y faire face (décret Montebourg, loi PACTE, identification par l'UE de secteurs stratégiques, diversification des sources d'approvisionnement, ...).

Au-delà de l'existence d'armes juridiques de part et d'autre, la guerre économique est aujourd'hui caractérisée par des manœuvres plus directes à l'image des IDE (investissements directs à l'étranger). Malgré un ralentissement, la France continue d'attirer les investisseurs étrangers. Ceux-ci proviennent notamment de nos alliés (Royaume-Uni, des Etats-Unis, Canada) mais 60% de ces investissements se font hors UE. Ces investissements étrangers sont susceptibles d'accroître la dépendance de nos chaînes de valeur déjà non-européennes au profit des acteurs étrangers (dépendance aux intrants étrangers multipliée par 3 entre 1995 et 2014), d'autant plus que ces investissements visent en grande partie des industries que l'on pourrait qualifier de sensible, comme la défense et la (cyber)sécurité.

Le rôle d'un fonds d'investissement comme Tikehau ACE Capital :

Face à ces menaces bien plus qu'émergentes, un fonds d'investissement comme Tikehau ACE Capital peut s'avérer être déterminant dans un souci de souveraineté.

« La souveraineté industrielle n'est pas forcément la relocalisation des actifs, la souveraineté c'est avoir le choix de le faire ou non ». Ce sont par ces mots que nos intervenants ont choisi de définir la souveraineté industrielle.

Pour soutenir cette souveraineté, le fonds d'investissement a plusieurs modes d'action :

- Apport des capitaux
- Monter un actionariat national
- Contrôler les postes clés du top management
- Élaboration d'un plan stratégique

« La souveraineté industrielle n'est pas forcément la relocalisation des actifs, la souveraineté c'est avoir le choix de le faire ou non ».

Le fonds a ce rôle de support pour les actifs stratégiques. A ce sujet, nos intervenants ont pu nous illustrer à travers des cas concrets comment Tikehau ACE Capital joue ce rôle de support. A titre d'exemple, le fonds d'investissement est sur le point de rentrer au capital d'une entreprise qui a connu des difficultés économiques en période de pandémie et qui est à l'origine de composants non substituables et vitaux pour l'industrie française de défense. Pour remplir ses missions, le fonds s'appuie également sur des partenariats stratégiques (Total, Safran, Thales, Dassault, ministère des armées) qui permettent principalement l'apport de capitaux.

Autre spécificité du fonds, la cybersécurité. Dans un contexte où les attaques cybercriminelles explosent, la protection du patrimoine immatériel de l'industrie française devient un enjeu majeur. On estime que le coût de la cybercriminalité en 2025 atteindra près de 10 trilliards de dollars. 70% des entreprises dans le monde déclarent manquer d'experts en cybersécurité et le besoin en ressources humaines est estimé à 3 millions d'individus. Les activités cybercriminelles parrainées par des États ont été multipliées par 8 ces dernières années. Face à ce constat, les dépenses mondiales qui sont faites restent très insuffisantes et sont dominés par les Etats-Unis qui investissent massivement, tandis que l'Europe accuse un retard sur ce terrain.

C'est dans ce contexte que Tikehau ACE Capital exploite le potentiel majeur de ce secteur d'activité en l'intégrant dans sa stratégie de développement. Cette conférence fut alors aussi l'occasion d'avoir une présentation des récents investissements dans des entreprises du secteur.

Conclusion :

Avec cette guerre économique qui fait rage et un constat alarmant vis-à-vis de notre souveraineté industrielle, les acteurs comme Tikehau ACE Capital ont un rôle à jouer et sont en mesure d'apporter des solutions avec comme finalité, la revitalisation de notre industrie.

Conclusion et remerciements :

Nous tenions à remercier de nouveau l'ensemble des intervenants qui sont venus partager leur expertise. Nous remercions également les participants qui se sont déplacés en nombre pour venir assister aux conférences et pour leur participation aux échanges, ainsi que pour leurs retours positifs sur cette édition 2023. Nous espérons que vous aurez appris bien des choses suite à des échanges très qualitatifs avec nos intervenants.

Enfin, un grand bravo à l'ensemble des membres du master S2IE et de l'association SCIS pour l'organisation de cette édition plus que réussie, qui laisse présager une édition 2024 prometteuse !

Conclusion

